

Introduction

A l'échelle du monde, Bruxelles est un grand village. Un village qui vante, bien au-delà de ses frontières, son beau multiculturalisme. Mais un village qui souffre cruellement d'un manque sévère d'universalisme et d'interculturalisme : à chacun son quartier, sa culture. A chacun sa communauté ! Dire « un jeune Bruxellois » ne signifie plus rien, tant les disparités vécues par les uns et les autres sont criantes ¹.

Bernard DEVOS

Cet ouvrage se penche sur la vie de jeunes de quartiers défavorisés à Bruxelles. Désirant apporter un autre regard sur cette population, nous nous sommes intéressée non à ceux qui subissent le plus les diverses ségrégations et relégations, mais bien à ceux qui, du moins à certains égards, peuvent être considérés comme en réussite scolaire. En prenant pour objet un groupe assez peu étudié en sociologie, nous espérons contribuer aux débats relatifs aux fragmentations des jeunesses urbaines. En effet, en étudiant les positionnements de ces jeunes de quartiers défavorisés en réussite scolaire sur plusieurs dimensions – urbaines, sociales, ethniques et scolaires – nous soulignons les processus de différenciation dans la dualisation de la ville, mais aussi dans les quartiers défavorisés qui, encore trop souvent, ne sont appréhendés qu'à partir d'une vision relativement homogénéisante. Ce faisant, nous nous inscrivons résolument dans une approche qui envisage les jeunesses au pluriel. Alors que pour certains la jeunesse, en tant que groupe social, se différencierait d'autres groupes par une certaine homogénéité de comportement basée sur l'importance de la communication entre pairs et sur un certain éclectisme des pratiques culturelles (Galland, 2011), il nous semble que les pratiques et les expériences des jeunes sont multiples et se répartissent selon d'autres critères : le genre, l'origine sociale, l'origine ethnique... Il est alors difficile d'unifier la catégorie de population que sont les jeunes (Nagels et Rea, 2007). En ce sens, la jeunesse ne serait qu'un mot (Bourdieu, 1984) et non plus un concept sociologique porteur d'une force explicative et heuristique.

¹ Bernard DEVOS, directeur de SOS Jeunes-Quartier libre ASBL, vice-président du Conseil communautaire de l'Aide à la jeunesse, « Bruxelles, petite ville d'apartheid... », carte blanche, *Le Soir*, 3 janvier 2007, p. 14.

Les disparités sociales, urbaines et culturelles vécues par les jeunes urbains constituent un phénomène connu de longue date et qui ne se limite pas à une partie du monde. Les grandes agglomérations urbaines sont fragmentées et ségréguées, ce qui contribue à une différenciation des expériences pour les jeunes qui y vivent. Ainsi, ceux qui résident dans les quartiers défavorisés ont tendance à subir de multiples relégations urbaines, sociales et scolaires. Bruxelles n'échappe pas à ce constat : les jeunes d'origine défavorisée qui vivent dans des quartiers ségrégués voient les inégalités sociales se renforcer par un système scolaire à deux vitesses et par leur enfermement local (Jamouille et Mazzocchetti, 2011 ; Nagels et Rea, 2007). Nous sommes loin toutefois de la situation des agglomérations françaises ou des villes américaines. Loin d'être isolés du reste de la ville comme les banlieues françaises, les quartiers défavorisés bruxellois sont situés dans le centre de l'agglomération et assez bien desservis en transports en commun. Et les taux de ségrégation sont bien moins élevés que dans les villes américaines. Mais si du point de vue urbain, la ville est moins ségréguée qu'ailleurs, du point de vue scolaire, la ségrégation y est plus exacerbée. Bruxelles présente un système scolaire fortement ségrégué et des formes urbaines de ségrégation (Kesteloot, Deturck, Vandermotten, Marissal et Van Hamme, 2001 ; Willaert et Deboosere, 2005). Le contexte urbain bruxellois constitue donc un cadre pertinent pour étudier les fragmentations des jeunesses urbaines.

En proposant une image des positionnements de jeunes en réussite scolaire dans des quartiers relativement défavorisés, cet ouvrage met en lumière la diversité des expériences et des vécus dans ces zones urbaines. Nous nous intéresserons donc ici aux différenciations entre jeunes non à l'échelle d'une ville, mais bien dans les quartiers précarisés, car les jeunes qui y vivent sont trop souvent, en ce compris dans le débat scientifique, associés à la figure du jeune déviant au sens beckerien du terme. Ce sont les jeunes en péril, en exil (Jamouille et Mazzocchetti, 2011) ou à perpète (Nagels et Rea, 2007) qui constituent une part importante de l'intérêt sociologique sur les jeunesses urbaines. Cette introduction décrit brièvement les grandes tendances de cette littérature. A cette fin, nous commencerons par retracer les façons dont les jeunes de quartiers urbains défavorisés en sont venus à constituer un objet sociologique. Comme ce processus apparaît en parallèle avec la territorialisation de plus en plus grande des analyses, la deuxième section abordera plus en détail le rapport à l'environnement local de ces jeunes. Enfin, à la lumière de cet exposé théorique, nous reviendrons plus précisément sur les questionnements qui ont guidé l'élaboration de cet ouvrage.

Des jeunes de quartiers urbains défavorisés au prisme de la sociologie

Dans la littérature francophone, le développement de l'intérêt sociologique pour les jeunes de quartiers urbains défavorisés coïncide avec l'apparition de faits de violence largement médiatisés, tels que les émeutes de 1981 en France ou de 1991 à Bruxelles (Marlière, 2005 ; Rea, 2001). Ces faits ont attiré l'attention tant des politiques que des sociologues. Ainsi, durant les années 1980 et 1990, s'amorce une tendance à la territorialisation des politiques publiques comme réponse à ces événements violents. Il s'agit d'un tournant dans les politiques urbaines : les politiques territorialisées visent explicitement certaines des zones les plus précarisées de la ville

(Hamzaoui, 2002). A Bruxelles, songeons par exemple aux contrats de quartier qui existent depuis près de vingt ans² ou encore aux politiques sociales plus récentes telles que les dispositifs de cohésion sociale, qui permettent aux communes où se concentrent des zones de pauvreté d'accéder à des financements spécifiques. Nous pouvons aussi évoquer les politiques de discrimination positive dans l'enseignement (aujourd'hui appelées encadrement différencié), qui fondent la sélection des écoles bénéficiaires sur le recrutement géographique des écoles. En France, la création des Zones d'éducation prioritaire (ZEP) en 1981 ou des Zones urbaines sensibles (ZUS) en 1996 est un autre exemple de politique territorialisée.

Cette territorialisation suppose, souvent implicitement, l'existence d'effets dus à l'enfermement local et aux renforcements des différents types de ségrégation dans les quartiers précarisés. Cette idée renvoie aux études relatives aux effets de quartier. Principalement développée aux Etats-Unis, cette littérature scientifique étudie les conséquences, souvent présentées comme négatives, liées au fait de grandir dans les zones urbaines défavorisées (Vallet, 2005), à commencer par l'enfermement local. Ce phénomène est souvent attribué aux caractéristiques des populations défavorisées et à celles du quartier ségrégué, mais aussi au localisme développé par ces populations dans leurs pratiques scolaires, professionnelles ou sociales. L'enfermement local provoquerait une fermeture des horizons. De même, les politiques publiques territorialisées semblent attribuer l'enfermement local aux logiques intrinsèques des populations défavorisées. L'enfermement local n'est que rarement envisagé à partir d'approches plus relationnelles qui prendraient en compte les logiques de mises à distance réalisées par d'autres populations.

En sociologie, des années 1960 aux années 1980, les problèmes des jeunes étaient imputés à la structuration de la société et non à l'environnement spatial. Selon Kokoreff (2005), les années 1980 constituent, comme dans le cas des politiques publiques, un tournant dans l'appréhension de la jeunesse urbaine. Dans les deux cas, ce tournant renvoie à la prise en compte de la dimension territoriale. Les années 1980 et 1990 sont donc marquées par un intérêt médiatique croissant pour les quartiers dits « en difficulté », par une territorialisation des politiques publiques et par une prise en compte croissante de la dimension territoriale dans les réflexions sociologiques. Notons que cette congruence ne signifie pas pour autant, comme certains l'ont pensé (Poupeau, 2003), que la recherche sociologique soit à la solde des pouvoirs publics (Isambert-Jamati, 2003). Cette congruence conduit à l'émergence de l'image des jeunes de quartiers défavorisés : jeunes de banlieues en France, jeunes du ghetto aux Etats-Unis ou encore jeunes des quartiers en Belgique. La principale clé de lecture donnée pour comprendre les problèmes vécus par ces jeunes varie quelque peu selon les traditions sociologiques nationales et les contextes urbains, sociaux ou migratoires. En France, c'est sans nul doute la dimension territoriale qui est au cœur des analyses alors qu'aux Etats-Unis, l'origine ethnique constitue le prisme d'analyse essentiel. Il nous semble qu'en Belgique, l'approche sociologique des jeunes de

² Les contrats de quartier sont des outils utilisés par la Région de Bruxelles-Capitale pour investir dans certaines zones de la ville. L'accent y est mis sur le logement et la rénovation de l'espace public.

quartiers défavorisés se situe entre ces deux extrêmes en soulignant l'importance tant des processus migratoires que de la dimension territoriale.

Malgré ces différences, la sociologie des jeunesses urbaines des années 1980 et 1990 se marque partout par la mise en lumière des difficultés d'insertion sociale et professionnelle de ces jeunes. Le lieu de résidence s'ajoute alors comme facteur explicatif aux variables plus classiques d'origine sociale ou ethnique. Les chercheurs pointent l'existence d'un effet de quartier. Une congruence de facteurs socioéconomiques tend à accentuer les problèmes vécus par les populations, souvent d'origine étrangère, qui vivent dans des quartiers défavorisés, en France (Dubet, 1987) ou aux Etats-Unis (Wilson, 1987). Les mutations du marché du travail, les transformations identitaires, la destruction des mouvements ouvriers, la crise des modèles étatiques, l'augmentation de la ségrégation conduisent à un accès inadéquat aux emplois et aux réseaux menant au marché du travail, à la fréquentation d'écoles de seconde zone ou à l'absence d'exposition aux modèles de rôles conventionnels (Wilson, 1987). La situation marginale dans les quartiers ségrégués est donc due en partie à la destruction des appartenances et des cultures populaires induites par des changements économiques (Dubet, 1987).

Cependant, tant Dubet que Wilson refusent d'expliquer la marginalisation des quartiers défavorisés par les seuls processus macrosociaux. Il est nécessaire, selon eux, de comprendre la marginalisation d'un point de vue plus microsocial. Ainsi, selon Dubet (1987), la marginalisation correspond, pour les jeunes des banlieues ségréguées à l'expérience de la galère. Cette dernière est définie comme le « produit de la destruction d'anciens modes d'action et de régulation et comme une conséquence de l'échec des mouvements capables de donner sens à la domination subie » (Dubet, 1987, p. 22). C'est « la forme de marginalité des jeunes liée à la fin du monde industriel qui ne peut ni créer des systèmes d'identification stables ni assurer l'intégration des nouveaux venus » (Dubet, 1987, p. 23). Plus précisément, la galère est le produit de frustrations et de stigmatisations liées à des changements sociaux. Elle se caractérise par la désorganisation, l'exclusion et la rage. Cette situation vient aussi du contexte plus spécifique de la disparition des banlieues rouges en France.

En utilisant le concept d'*underclass*, Wilson (1991) propose lui aussi une analyse microsociale des processus qui sont à l'œuvre dans les quartiers défavorisés. Ce terme exprime l'essence des transformations sociales du ghetto, car il est conçu comme pouvant traduire « the relationship between one's experience in the labor market and one's neighborhood environment » (Wilson, 1991, p. 600). Cette utilisation du concept d'*underclass* est tirée d'un cadre théorique qui lie arguments structurels, sociopsychologiques et culturels : les membres de l'*underclass* sont différents de ceux d'autres groupes sociaux désavantagés, car leur position économique marginale est renforcée par le quartier et le milieu social (Wilson, 1991). L'*underclass* correspond donc à une position économique marginale liée à l'isolation sociale dans des espaces où la pauvreté est très concentrée.

Les travaux de Wilson ont donné lieu à nombre d'études relatives aux effets de quartier. Nous n'entrerons pas ici dans le détail des différentes théories qui y sont liées. Notons simplement que quatre modèles peuvent se placer dans la lignée des travaux de Wilson (Jencks et Mayer, 1990). Il s'agit tout d'abord des « théories de contagion ».

Elles insistent sur le rôle des pairs dans la diffusion de certains comportements jugés problématiques. Ensuite, les « théories de socialisation collective », dites aussi d'émulation, mettent en avant le fait que la présence de modèles de réussite au sein du quartier est primordiale pour la socialisation positive des enfants. Les « théories de compétition » insistent, quant à elles, sur la compétition autour de certaines ressources entre habitants d'un même quartier (ou d'une même école). Enfin, les théories dites de « privation relative » se focalisent plutôt sur l'impact que peut avoir le sentiment de se sentir démuné par rapport à d'autres groupes ou individus. Les acteurs évaluent ainsi leur statut ou leur situation à partir de ceux de leurs voisins.

Cette typologie de la littérature a l'avantage de bien mettre en évidence les différentes orientations de la recherche concernant l'effet de quartier. En effet, les deux premiers types de théories considèrent que la présence d'habitants occupant de bonnes positions sociales au sein du quartier a des conséquences positives sur les enfants tandis que les deux autres envisagent la relation inverse (Jencks et Mayer, 1990). La plupart des recherches empiriques sur les effets de quartier tentent de confirmer ou d'infirmer les hypothèses liées à ces différents modèles. Toutefois, ces recherches se focalisent davantage sur les deux premiers d'entre eux. Ces études empiriques sont pour l'essentiel de larges études quantitatives qui relient différentes variables concernant le quartier aux performances ou aux compétences des enfants. Leurs résultats sont cependant souvent contradictoires. Cela peut s'expliquer par la variété des modèles statistiques utilisés, par le choix des variables, par le type d'étude dont il s'agit (longitudinal ou non) ou par la manière dont les variables de contrôle sont mesurées (qu'il s'agisse des conditions socioéconomiques ou de la famille) (Ginther *et al.*, 2000).

Malgré une reconnaissance de la diversité des situations des populations des quartiers précarisés, les sociologues ont mis l'accent sur ceux qui y subissent le plus les diverses ségrégations (Marlière, 2005). Se référant à Beaud et Pialoux (2003), Marlière estime ce parti pris « judicieux dans la mesure où les « jeunes de cités » qui ont réussi même dans leurs études rencontrent des discriminations plus importantes dans le monde du travail surtout en période de crise » (Marlière, 2005, p. 26). Il existerait donc une expérience commune aux jeunes des quartiers défavorisés (Marlière, 2005). Dans les années 1980 et 1990, cette expérience commune est abordée surtout par le biais de l'enfermement local et de l'ancrage territorial. Aujourd'hui, cette association quasi automatique entre ces dimensions et les jeunes de quartiers urbains défavorisés est de plus en plus nuancée.

Ségrégation et ancrage territorial ?

Les travaux relatifs aux jeunes de quartiers urbains défavorisés insistent sur l'ancrage territorial dans le quartier de résidence davantage que sur les mobilités spatiales dans le reste de la ville. Pour résumer un peu schématiquement, les jeunes « les plus en difficulté » (Marlière, 2005), c'est-à-dire ceux qui sont relégués du point de vue social, urbain et scolaire, développent une identité positive par un attachement identitaire fort au quartier d'habitation (André, 2012 ; Jamoulle et Mazzocchetti, 2011 ; Nagels et Rea, 2007). Par ailleurs, ils y retournent les stigmates qui leur sont attribués dans le reste de la société. Cela signifie qu'ils réaffirment leur valeur en

revendiquant les traits négatifs que la société leur colle à la peau. Ils revendiquent alors, par exemple, leur attachement au quartier, certaines formes de contre-culture scolaire ou certains traits de leur appartenance ethnique. Toutefois, ces retournements de stigmates ont souvent un effet négatif, car les pratiques qu'ils suscitent contribuent en fait à renforcer la stigmatisation et la relégation (Willis, 1977).

L'espace en tant que territoire constitue en ce sens une ressource importante de la construction identitaire des individus (Buffet, 2006). Le quartier d'habitation peut, en effet, constituer une référence spatiale fondamentale : les jeunes y sont attachés et s'approprient fortement l'espace. La valorisation de l'espace y est basée sur la présence des pairs. Par ailleurs, par la forte interconnaissance des habitants du quartier, cet espace constitue un lieu de contrôle social fort, surtout pour les filles. A l'opposé, le reste de la ville n'est pas considéré par les jeunes comme une ressource. Il s'agit d'un espace anonyme et froid. Les jeunes ne voient pas l'intérêt d'y aller. De plus, ce lieu les confronte à l'altérité, ce qui le différencie de l'espace de familiarité offert par le quartier de résidence. La ville n'est donc pas vue comme susceptible d'être appropriée. Cette différence de rapport à l'espace explique, pour Buffet (2006), que la fréquentation de la ville reste occasionnelle et limitée à certains lieux tels que les centres commerciaux. Toutefois, cette mobilité – même si elle est rare et onéreuse financièrement – permet de découvrir d'autres mondes et peut constituer une échappatoire au contrôle social fort du quartier.

Pendant, les jeunes de banlieues ne doivent pas être forcément considérés comme immobiles même si leurs déplacements hors du quartier d'habitation restent faibles en général (Boissonade, 2005 ; Kokoreff, 2005). Ainsi, selon Boissonade (2005), il est important de prendre en compte les mouvements ordinaires qu'ils développent. Il s'agit des déplacements qu'ils effectuent dans leur quartier au quotidien. Cela permet de ne pas rester coincés dans l'opposition entre immobilité du quartier et déplacements exceptionnels dans le reste de la ville. La mobilité quotidienne, ou ordinaire, est pratiquée par des jeunes rassemblés en groupe. L'auteur met donc en avant un processus de socialisation mobile et insiste sur la notion de cabotage urbain qui décrit les mouvements réalisés par les groupes de pairs entre différentes situations. Cette notion attire l'attention sur les réseaux sociaux, les relations de voisinage et le caractère multiple de la spatialité.

Il semble donc que les relations sociales dans leur ensemble jouent un rôle important dans la compréhension des pratiques spatiales des jeunes, et en particulier dans celle de l'ancrage territorial dans les quartiers défavorisés. On l'a d'ailleurs souligné dans un contexte urbain moins polarisé que celui des banlieues françaises, à savoir Bruxelles. Le contexte des banlieues françaises n'a pas d'équivalent à Bruxelles. Non que le processus de ségrégation urbaine ne touche pas la capitale de l'Europe, mais la localisation des quartiers défavorisés n'est pas la même que dans les grandes villes de France. Comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre suivant, les quartiers défavorisés bruxellois se trouvent dans le centre-ville et sont moins coupés du reste de l'agglomération. Pourtant, malgré ces différences de contextes urbains, les études consacrées à l'ancrage territorial ou à la mobilité des jeunes bruxellois se rapprochent assez fort des résultats des recherches françaises. Non seulement les jeunes bruxellois de quartiers défavorisés développent des mobilités plus restreintes que les jeunes des

quartiers favorisés, mais les modalités et les pratiques de ces mobilités ne sont pas les mêmes en fonction du lieu habité (Bailly, Cailliez, De Vos, Guyot, et Mihaly, 2007). Ainsi, les jeunes des quartiers ségrégués ont davantage tendance à se déplacer dans un territoire – ils sont moins mobiles et plus attachés au local –, tandis que les jeunes des quartiers plus favorisés se déplacent afin d’entretenir des réseaux sociaux plus étendus.

Un bémol doit cependant être apporté à ce type d’études : la prise en compte des mobilités n’est envisagée que de manière secondaire à partir de la territorialité supposée forte des jeunes de quartiers défavorisés. Ces études ont en effet tendance à n’envisager l’expérience urbaine des jeunes qu’à partir d’études empiriques qui portent sur les quartiers ségrégués. Ce constat renvoie à des critiques déjà émises par rapport aux études sur les effets de quartier qui ne se limitent pas aux jeunes. En effet, tant la littérature sur les jeunes des zones urbaines défavorisées que celle sur les effets de quartier partent du postulat, souvent implicite, que l’enfermement de certaines populations dans des quartiers spécifiques les coupe du reste du monde, ce qui augmente leur difficulté à affronter des situations extérieures telles que la relation à l’institution scolaire (Beaud, 2002 ; Derouet, 2000). Implicitement, c’est l’immobilité et l’enfermement local qui sont mis en avant comme conséquences principales de la ségrégation urbaine. Il est important de s’interroger sur les présupposés de ces études fondées sur une dimension idéologique puissante renvoyant à un point de vue normatif qui se focalise sur le côté négatif et sur les comportements déviants associés aux quartiers pauvres (Bacqué et Fol, 2007). Cette approche mène alors à une vision assez dichotomique des logiques urbaines.

Il existe pourtant des travaux qui soulignent la complexité des dynamiques à l’œuvre dans les quartiers défavorisés et démontrent les ressources que ces espaces peuvent contenir. Ainsi, Jamouille et Mazzochetti (2011) étudient le confinement des jeunes migrants dans des quartiers défavorisés de Bruxelles. Selon les auteurs, les logiques de confinement dans ces quartiers qui font des populations défavorisées des « recluses » créent des milieux de vie qui ont de fortes incidences sur les histoires individuelles et familiales. Parmi les dynamiques de ces quartiers, Jamouille et Mazzochetti soulignent notamment les relations complexes entre les différentes communautés et mettent en avant l’ethnisation des rapports sociaux. Elles montrent les formes de cohabitation qui prennent place entre jeunes belges défavorisés, jeunes des migrations anciennes et jeunes des migrations nouvelles – soulignant, par là, la diversité des populations qui vivent dans ces espaces. Mais les auteurs n’attribuent pas tous ces phénomènes sociaux à l’enfermement territorial. Elles insistent sur la nécessité de prendre en compte l’ensemble des milieux de vie des jeunes qu’elles étudient. Elles montrent donc l’importance de la prise en compte des trajectoires scolaires et de la relégation subie dans cette institution. Malgré cela, comme dans le cas des études mentionnées plus haut, l’ancrage territorial semble constituer leur prisme principal.

D’autres études tentent de mettre en avant l’ensemble des contraintes qui pèsent sur les pratiques spatiales des jeunes de quartiers défavorisés et démontrent alors des variations du rapport à l’espace en fonction de l’âge, du milieu socioéconomique, du lieu de résidence ou encore de la place occupée dans la cellule familiale (Buffet, 2002).

Plus précisément, il semble que l'expérience scolaire et les trajectoires d'ascension sociale y prennent une place importante. Ainsi, suite à un travail ethnographique riche dans une banlieue défavorisée, Marlière (2005, 2008) démontre la multiplicité du rapport à l'espace en fonction des pratiques culturelles de différents groupes de jeunes. « Par exemple, les jeunes qui ont des usages que l'on peut qualifier de « déviant » (Becker, 1985 ; Ogien, 1995³) investissent l'espace de la rue, territoire où se situent les cafés et passent les lycéens consommateurs de cannabis. Les *musulmans pratiquants* se retrouvent dans un lieu où se situent précisément les deux salles de prière. De même les *post-adolescents* se situent dans la cour de la cité où se trouvent les cages d'escalier » (Marlière, 2008, p. 713). L'auteur montre non seulement que les pratiques spatiales varient parmi les jeunes de quartiers défavorisés, mais aussi que cette catégorie n'est pas homogène. Elle se compose de groupes différents liés par des intérêts et des parcours communs qui les différencient les uns des autres et conduisent à une certaine « fragmentation des rapports sociaux ». Ces groupes ne sont pas fixes. Comme le souligne d'ailleurs Truong (2013) au sujet des trajectoires de jeunes de banlieues, un jeune ne reste jamais délinquant toute sa vie et n'est pas non plus fixé de manière permanente dans un groupe particulier.

Au-delà de certaines pratiques culturelles ou sociales, certains éléments de la trajectoire scolaire sont déterminants dans ce rapport multiple à l'espace. En effet, si Jamoulle et Mazzochetti (2011) mentionnent que la territorialité dans les quartiers défavorisés doit se comprendre notamment en fonction de la relégation scolaire qu'y subissent les jeunes, Beaud (2002) démontre plus précisément cette imbrication entre le rapport au scolaire et l'appartenance locale. Ainsi, la réussite scolaire est souvent associée à une prise de distance avec le quartier. Ceux que Beaud nomme les « bons » élèves développent, par l'acculturation aux normes scolaires, une rupture par rapport au quartier comme lieu de relégation sociale et spatiale. À l'inverse, des parcours scolaires plus difficiles provoquent un repli sur le quartier. Pour ces « mauvais » élèves, le local devient alors un lieu de ressources symboliques considéré comme protecteur. Par ailleurs, les perceptions relatives à l'espace ne sont jamais univoques puisque les jeunes ressentent souvent un mélange de fierté et de honte par rapport à leur quartier. Notons encore que, dans les deux cas, les jeunes des quartiers ségrégués semblent proposer une vision bipolaire du monde social qui oppose le quartier au reste de la société.

La relation à l'environnement urbain dans les quartiers défavorisés est donc multiple et ne se limite pas à un ancrage territorial fort. La focale sur ce dernier doit se comprendre par une sorte de biais de sélection des études sociologiques qui s'intéressent surtout aux « jeunes les plus en difficultés » (Marlière, 2005). Pourtant les jeunes des quartiers défavorisés vivent des trajectoires et des expériences différentes, et ce, principalement à l'école.

³ H. BECKER, *Outsiders. Etude de la sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985 ; A. OGIEN, *Sociologie de la déviance*, Paris, Armand Colin, 1995.

Jeunesses des quartiers défavorisés : entre fragmentation et expérience commune

On le voit, un prisme structurel ne suffit pas pour comprendre les positionnements des jeunes, tout comme un regard seulement centré sur l'espace local serait trop réducteur (Kokoreff, 2005). Ainsi, lorsque les recherches tentent d'inclure tant les logiques institutionnelles que les dimensions liées à la localité apparaît une image complexe de la réalité sociale et des positionnements identitaires développés par les jeunes de quartiers urbains défavorisés. Il existe une diversité de rapports à l'espace dans les quartiers défavorisés en fonction des origines sociales et surtout de l'expérience scolaire. Parallèlement, cette dernière varie fortement en fonction des contextes où les jeunes sont scolarisés et de leur trajectoire. Il y aurait une opposition entre contextes relégués et non relégués, même si le poids de ces derniers sur les positionnements des jeunes ne fait pas consensus.

Est-ce à dire que l'on ne peut qu'appréhender les jeunesses urbaines des quartiers défavorisés par une diversification et une fragmentation croissante des rapports sociaux ? Ce serait aller trop vite en besogne, car bien que leurs identités soient multiples, elles se fondent aussi sur une expérience commune qui semble se marquer surtout par l'histoire migratoire familiale (Marlière, 2005). Cette « conscience commune » (Marlière, 2008) se base alors notamment sur des perceptions assez semblables du vécu dans le pays d'habitation et du ressenti lié au racisme et aux discriminations, sur des pratiques culturelles collectives issues de valeurs ruralo-maghrébines, sur la religion musulmane ainsi que sur une certaine culture de l'honneur, des éléments de culture populaire et de culture de rue. Pour Truong (2013) également, les « jeunes de banlieues » doivent se comprendre en fonction d'éléments structurels et de la variété de leur trajectoire biographique, mais aussi par différentes dimensions qui prennent un sens important dans les discours. Le rapport à ces différentes dimensions peut varier, mais leur prégnance semble générale. Il s'agit de la relation au père, à l'islam, aux filles, à l'argent, de la conscience forte de résider dans une zone urbaine reléguée et de la relation ambiguë entretenue avec l'institution scolaire.

Les jeunesses urbaines des quartiers défavorisés semblent donc diversifiées tout en présentant des traits communs. Cette introduction théorique montre aussi l'imbrication de différentes dimensions à prendre en compte lorsque l'on désire comprendre l'expérience de cette population. En effet, même si, comme nous l'avons vu, l'enfermement local et l'ancrage territorial constituent les éléments souvent associés aux jeunes des quartiers défavorisés, ces éléments doivent aussi se comprendre en fonction d'autres dimensions de la vie de ces jeunes. Il s'agit surtout du rapport à l'institution scolaire et à l'origine migratoire – puisque les jeunes des quartiers défavorisés sont aussi bien souvent des jeunes d'origine étrangère.

Cet ouvrage entend explorer les positionnements de jeunes bruxellois de quartiers défavorisés par une approche microsociologique sans pour autant nier les logiques institutionnelles. Afin d'enrichir le débat relatif aux fragmentations des jeunesses urbaines, nous avons décidé de nous intéresser à des jeunes de quartiers défavorisés *en réussite scolaire*, car cette population est encore peu étudiée en tant que telle en sociologie. A en juger par certaines études récentes, cette catégorie semble moins développer une identité positive par un attachement au quartier et par un ancrage

territorial fort que les autres jeunes de ces quartiers. Nous entendons approfondir ce constat en analysant en profondeur la façon dont ils se définissent et en identifiant les éléments forts de leurs identités. En d'autres termes, si l'ancrage territorial et l'enfermement local sont liés aux situations de relégation tant urbaines que scolaires, nous voulons savoir ce qui se passe lorsque la relégation scolaire est retirée de cette équation. D'après la littérature que nous venons de passer en revue, nous pouvons nous attendre à ce qu'ils développent une identité positive autrement que par l'ancrage territorial. Il nous reste à en déterminer les ressorts. Nous souhaitons savoir aussi si, dans ce groupe de jeunes en réussite scolaire, il existe des variations de position. Par exemple, au vu de la littérature, il pourrait exister des différences en fonction des quartiers de résidence ou des trajectoires scolaires. C'est donc à la différenciation de vécus liée aux fragmentations urbaines que nous nous intéressons en étudiant les relations qu'entretiennent des jeunes de quartiers défavorisés à cette position.

Notre ouvrage traite donc des positionnements urbains de ces jeunes et de leur rapport à la ville, mais aussi de leur relation à leurs origines sociales et ethniques ou encore de leurs identités scolaires. Ce faisant, nous proposons un autre regard sur les jeunes de quartiers défavorisés, nous éloignant des stigmates qui leur collent à la peau dans la société – stigmates parfois renforcés par la focale sociologique sur les effets négatifs des quartiers défavorisés. Nous montrons un processus de différenciation entre catégories de jeunes issus de ces zones urbaines – processus qui doit se lire à la lumière de l'expérience scolaire, mais aussi de l'appartenance à une origine sociale et ethnique partagée avec les groupes stigmatisés. Notre ouvrage souligne l'imbrication entre les dimensions urbaines, sociales, ethniques et scolaires dans ce processus de différenciation. Ce faisant, il apporte un éclairage intéressant sur la littérature relative aux jeunes de quartiers défavorisés, qui, nous l'avons vu, souligne essentiellement les dimensions territoriales et sociales. Nous montrons notamment, grâce à notre échantillon comportant des jeunes de différents quartiers, que certains comportements – des pratiques de mobilité localisées ou des mises à distance de certains groupes attribuées en général aux jeunes de quartiers ségrégués – ne sont pas propres à ces derniers et doivent se comprendre en fonction de la situation sociale des jeunes comme de leur histoire migratoire et de leur trajectoire scolaire. Cet éclairage permet à la fois de lutter contre les stéréotypes relatifs aux jeunes de quartiers défavorisés et de donner des clés et des leviers aux acteurs de terrain pour lutter contre ces différenciations entre jeunesses urbaines, car il nous semble qu'elles ne font que contribuer aux processus de relégation des groupes les plus discriminés et défavorisés.

Cet ouvrage se veut résolument ancré empiriquement en suivant une logique inductive que nous détaillerons plus avant dans le chapitre suivant. Il se base donc sur les logiques des acteurs eux-mêmes. Ainsi, pour sa structure, nous sommes partie d'un point de départ empirique que nous avons déroulé tout au long des chapitres suivants pour le comprendre. Après avoir explicité le contexte d'enquête et notre méthodologie (chapitre I), nous amorçons notre analyse en étudiant le rapport à la ville des jeunes rencontrés (chapitre II) puisqu'au vu de la littérature, la dimension territoriale semble être primordiale dans l'expérience des jeunes de zones urbaines précarisées. A partir des résultats de ce chapitre, nous avons tiré le fil de ce qui nous paraissait l'élément le plus important – à la fois en termes d'analyse sociologique et par sa prégnance forte

dans les discours des acteurs – à savoir les processus de distanciation. Comme les discours qui s’y réfèrent révèlent une conception ethnicisée du monde social, nous avons poursuivi notre analyse en étudiant l’ampleur et le ressort de cette ethnicisation dans les discours (chapitre III). Ensuite, puisque la conception ethnicisée du monde social renvoie à un certain rapport à l’origine, nous avons voulu savoir de quelle manière ce lien apparaît ou non dans nos entretiens (chapitre IV). Enfin, dès lors que nos résultats montrent que le rapport à l’origine sociale et ethnique est lié en partie à des ambitions élevées qui dépendent de l’expérience scolaire, notre chapitre final décrit cette dernière. En guise de conclusion, nous proposons à la lumière des différents chapitres une analyse plus théorique de ce à quoi renvoient les processus de mise à distance décrits au début du livre.